



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

**Visite officielle du président de la République  
française, M. François Hollande**

**Le mardi 4 novembre 2014**

**Édition hors série**

---

**QUÉBEC**



**Visite officielle du président de la République  
française, M. François Hollande**

**Le mardi 4 novembre 2014**

**Table des matières**

Cérémonie protocolaire à l'occasion de la visite officielle du président de la République  
française, M. François Hollande

Allocution du président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chagnon	1
Allocution du chef du deuxième groupe d'opposition, M. François Legault	2
Allocution du chef de l'opposition officielle, M. Stéphane Bédard	3
Allocution du premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard	5
Allocution du président de la République française, M. François Hollande	7
Signature du livre d'or de l'Assemblée nationale	10
Remise de la Médaille du Président de l'Assemblée nationale	10



**Le mardi 4 novembre 2014**

*(Dix heures vingt et une minutes)*

**Le Vice-Président (M. Ouimet) :** Alors, Mmes et MM. les députés, vous êtes priés de vous lever afin d'accueillir le président de la République française, M. François Hollande.

**M. Provençal (Jean-François) :** Mmes et MM. les députés, le président de la République française, M. François Hollande.

**Cérémonie protocolaire à l'occasion de la visite  
officielle du président de la République  
française, M. François Hollande**

**Allocution du président de l'Assemblée  
nationale, M. Jacques Chagnon**

**Le Président :** Mmes, MM. les députés, distingués invités, veuillez vous asseoir. M. le président de la République française M. François Hollande, M. le premier ministre Philippe Couillard, Mme l'ex-gouverneure générale Michaëlle Jean, M. le premier ministre Jean Charest, M. le premier ministre Laurent Fabius, M. le chef de l'opposition officielle Stéphane Bédard, M. le chef du deuxième groupe d'opposition François Legault, collègues parlementaires, distingués invités, mesdames messieurs.

M. le président de la République française, c'est un très grand honneur de vous accueillir aujourd'hui à l'Assemblée nationale du Québec. Je sais que ce n'est pas dans la tradition française que le président de la République s'adresse à l'Assemblée nationale; votre constitution le défendait jusqu'à tout récemment. Eh bien, ici, au nom de tous mes collègues parlementaires, je vous souhaite la plus cordiale bienvenue.

Vous connaissez le Québec pour y être venu en juin 2008 à l'occasion d'une brève visite de courtoisie. Vous aviez alors été invité par le premier ministre, M. Jean Charest, et aviez rencontré diverses personnalités, dont des parlementaires. Nous nous étions entretenus brièvement avec notre ancien secrétaire général, M. François Côté.

Nous étions à l'aube des célébrations du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec, fondée par Samuel de Champlain, un Français qui a marqué notre histoire. En fait, il fut le père de la Nouvelle-France. Nous avons attiré votre attention sur la participation de l'Assemblée nationale du Québec à ces célébrations. Cette année-là, d'ailleurs, nous avions accueilli la conférence des présidents d'assemblées parlementaires de la francophonie, dont le président de l'Assemblée nationale française. Cette conférence avait été suivie par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie puis par le Sommet de la Francophonie. En 2008, la ville de Québec avait été en quelque sorte la plaque tournante de la francophonie mondiale. L'Assemblée nationale du Québec, fidèle à son habitude, s'était pleinement engagée dans toutes ces activités.

Aujourd'hui, il s'agit de votre première visite officielle au Québec à titre de président de la République française. C'est pour nous un grand privilège, car les visites d'un président de la République française sont des événements d'exception. En effet, en 1987, 20 ans après la visite du général de Gaulle, M. François Mitterrand s'était adressé à nous au salon rouge. Plus récemment, en octobre 2008, M. Nicolas Sarkozy prenait la parole en cette enceinte.

Au fil des siècles, nous avons tissé des liens étroits dans différents domaines : culture, économie, recherche, coopération, diplomatie parlementaire, francophonie, et j'en passe. Pour évoquer un sujet que je connais bien, les relations parlementaires, j'aimerais souligner que l'Assemblée nationale du Québec est membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie depuis 1975. En 1979, l'Assemblée nationale du Québec signait une entente de collaboration interparlementaire bilatérale avec votre assemblée nationale et aussi avec le Sénat français en 2003. Ces ententes ont donné lieu à des rencontres annuelles de travail qui se déroulent, en alternance, en France et au Québec.

Cela dit, l'Assemblée nationale du Québec collabore avec d'autres parlements pour défendre les intérêts de la francophonie tout en renforçant la démocratie parlementaire. Le Québec, c'est connu, particulièrement en France, a un attachement viscéral pour la langue française et la francophonie. D'ailleurs, la meilleure illustration de ce fait se trouve derrière moi avec l'immense tableau de Charles Huot, *Le débat sur les langues*. Cette oeuvre représente un débat qui a eu lieu le 21 janvier 1793 à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, l'ancêtre de notre Assemblée. Au cours de ce débat, l'usage du français a été reconnu officiellement dans les travaux de la Chambre à un moment de notre histoire où l'anglais était la seule langue du pouvoir.

Depuis 1996, plus de 120 activités de coopération interparlementaire ont été organisées par l'Assemblée nationale du Québec. Nous avons partagé notre savoir-faire avec de nombreux pays francophones, dont l'Algérie, le Maroc, le Bénin, le Congo, le Mali, la Côte d'Ivoire et Haïti, et je sens que bientôt nous serons au Burkina Faso.

Au fond, l'Assemblée nationale du Québec, une des plus anciennes institutions parlementaires des Amériques, a su tirer profit de ses origines françaises et britanniques, tout en s'insérant dans une réalité nord-américaine. Cette diversité, je crois, lui permet de jouer un rôle crucial dans le développement parlementaire.

Aujourd'hui, le Québec se distingue avec ses écrivains, ses poètes, ses scientifiques, ses artistes, ses femmes et ses hommes d'affaires, ses élus, qui, très régulièrement, à l'instar de Champlain, traversent — il faut le dire, plus facilement

que lui — l'océan Atlantique. Ce sont les meilleurs ambassadeurs de notre culture, de notre façon de penser et de notre façon de faire : les Xavier Dolan, les Marie Chouinard, les Pierre Lapointe, les Dany Laferrière. Ce dernier, né à Haïti, a fait sa vie au Québec; aujourd'hui, il est immortel. Il démontre bien ce que nous sommes : un peuple fier et ouvert d'esprit qui, à partir de ses souches amérindiennes et françaises, s'est ouvert et a accueilli des gens de partout, de couleurs, de langues, de religions différentes, qui enrichissent notre propre culture. C'était là le rêve de Champlain. Il a réussi.

M. le président de la République française, bienvenue dans cet État français d'Amérique qui s'épanouit de ce côté-ci de l'Atlantique.

• (10 h 30) •

J'inviterai maintenant M. le chef du deuxième groupe d'opposition à prendre la parole.

#### **Allocution du chef du deuxième groupe d'opposition, M. François Legault**

**M. Legault :** M. le Président de l'Assemblée nationale, M. le président de la République française, M. le premier ministre, M. le premier ministre Charest, M. le chef de l'opposition officielle, collègues parlementaires, distingués invités, mesdames messieurs.

La relation privilégiée du Québec avec la France ne relève pas seulement de la coopération, elle relève de la famille. Nous sommes des cousins. L'histoire nous unit. C'est donc comme partenaires de choix, mais également comme membres de la famille que je tiens, au nom de ma formation politique, à souhaiter la plus chaleureuse des bienvenues au président de la République française, M. François Hollande.

La France et le Québec nourrissent un lien qui a franchi les siècles, qui a mûri et qui est aujourd'hui celui d'une relation solide, franche et honnête. D'ailleurs, les liens diplomatiques entre le Québec et la France en sont un bon exemple; ils n'ont cessé de se renforcer depuis l'inauguration d'une délégation générale du Québec à Paris il y a 50 ans. Ces liens sont d'autant plus chers aux Québécois qu'ils ont été noués durant la Révolution tranquille, un moment fondateur de notre histoire qui a marqué l'avènement du Québec moderne. La Révolution tranquille a été caractérisée par un développement économique et une affirmation identitaire sans précédent. Les Québécois ont trouvé, dans cette culture qui est la leur, une richesse qui fait maintenant notre fierté partout dans le monde.

Permettez-moi, M. le président, d'insister sur le volet culturel de l'amitié France-Québec parce qu'il est fondamental. La Délégation générale du Québec à Paris a d'abord été une maison du Québec, conçue en 1961 par les ministres québécois et français de la Culture, Georges-Émile Lapalme et André Malraux. Très tôt, le rapprochement entre le Québec et la France a été vécu comme un rapprochement entre les cultures, deux cultures de même origine mais différentes et autonomes, deux cultures qui se complètent par la profondeur des valeurs qu'elles véhiculent et la force créatrice des individus qui les forgent. Malgré l'océan qui sépare l'Amérique du Nord et l'Europe, malgré les différences entre les deux cultures, la langue française demeure un lien extrêmement fort entre le Québec et la France, un lien affectif, puissant que rien ne saurait briser.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'au Québec la situation du français est précaire et que sa préservation nous condamne à une vigilance de tous les instants. Un îlot francophone de 8 millions d'habitants, entouré de centaines de millions d'anglophones du Canada et des États-Unis, ne connaîtra jamais le sentiment de sécurité culturelle de la France, un grand pays de 66 millions d'habitants qui s'appuie sur une histoire et une culture prestigieuses, rayonnant dans le monde entier. Cette différence, loin d'être un handicap, doit être une source de motivation. Elle doit augmenter notre compréhension mutuelle, elle doit enrichir notre amitié. La France peut s'inspirer du Québec; le Québec peut s'inspirer de la France.

La Révolution tranquille a prouvé qu'une nation, peu importe sa taille, pouvait, et même devait avoir une vision d'ensemble de son développement. Ce que nous en retenons aujourd'hui, c'est que la prospérité économique va de pair avec l'affirmation de notre identité, de notre culture, de notre langue. C'est en mobilisant chacune de ses forces plutôt que de les cacher qu'une nation peut atteindre sa pleine mesure, qu'elle peut transformer sa fragilité en force et s'affirmer fièrement à la face du monde.

C'est en français que les Québécois se sont ouverts sur le monde dans les années 60. C'est en français qu'ils ont commencé à ériger les fondements de notre économie, à construire une société moderne et à traiter d'égal à égal avec les États voisins. Le français, qui était la langue des ouvriers, a, peu à peu, remplacé l'anglais au sein de la direction des entreprises de l'époque. C'était, pour beaucoup de nos ancêtres, une langue humiliée. C'est devenu une langue de fierté, de confiance et c'est en français, plus que jamais, que les Québécois sont déterminés à poursuivre leur aventure en Amérique du Nord. Tout au long de ce parcours exceptionnel, la France a été et reste un partenaire d'une valeur inestimable, un soutien dans l'épreuve et un complice dans le succès, une fenêtre sur le reste de la francophonie et sur le reste du monde.

Sur le plan économique, l'évolution des échanges entre le Québec et la France reflète le chemin parcouru. En 1988, le Québec exportait en France 446 millions et importait pour 961 millions. 25 ans plus tard, en 2013, le Québec exportait 1,3 milliard et importait pour 2,3 milliards. C'est une augmentation considérable de 300 % et de 250 %.

Un nouveau chapitre de l'amitié France-Québec s'est ouvert dernièrement avec la signature du traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. L'affinité naturelle qui nous définit est sans aucun doute un atout sur lequel nous devrions nous appuyer davantage afin d'optimiser les retombées économiques pour nos entreprises et nos travailleurs. Bien évidemment, certaines industries demeurent préoccupées par l'impact de l'entrée en vigueur de cet accord. Leurs inquiétudes doivent être entendues. Néanmoins, de nouvelles occasions de partenariat s'annoncent pour nos industries, de nouveaux marchés restent à explorer, d'autres à approfondir. Nous devons travailler ensemble et mettre en place une stratégie afin que notre lien de confiance devienne la fenêtre d'opportunité par laquelle transigeront les investissements et l'innovation.

La France est la cinquième économie mondiale. C'est une puissance économique. Mais, derrière cette statistique, je vois aussi une réalité humaine à l'oeuvre : l'expertise de ses chercheurs et étudiants dans nos universités, le dynamisme de sa jeunesse, le savoir-faire remarquable de ses industries de pointe, l'importante communauté française qui, depuis plusieurs années, s'agrandit et participe pleinement à la société québécoise, notamment à Montréal. Partout, je vois des Québécois et des Français qui prennent plaisir à collaborer, à échanger, à entreprendre. La coopération entre le Québec et la France ne cesse de se renouveler et de se réinventer. Les jeunes générations prennent le relais et refont le monde à leur image en s'appuyant sur les institutions qu'elles ont reçues en héritage.

Avant d'être en politique, j'ai moi-même été associé avec deux Français. Ensemble, nous avons démarré une entreprise, une compagnie aérienne faisant d'abord des vols transatlantiques entre le Québec et la France. Nous avions d'ailleurs trouvé un nom très original, Air Transat. J'ai pu constater que beaucoup de Québécois souhaitent visiter la France, en particulier la magnifique ville de Paris, une des plus belles villes au monde. Mais j'ai pu aussi constater que beaucoup de Français étaient attirés par l'Amérique. Au début, certains nous demandaient de visiter en trois jours les autochtones, les chutes Niagara et New York. Après leur avoir expliqué que nos territoires sont vastes, ils ont découvert Québec, la ville romantique, les festivals de Montréal et tous les autres centres d'intérêt du Québec.

En terminant, permettez-moi, M. le président, de souhaiter que cette amitié si précieuse que nous avons le plaisir de célébrer en votre présence aujourd'hui ne cesse de se raffermir au fil du temps. Je vous remercie.

• (10 h 40) •

**Le Président :** Je vous remercie, M. le chef du deuxième groupe d'opposition. J'inviterais maintenant M. le chef de l'opposition officielle à prendre la parole.

#### **Allocution du chef de l'opposition officielle, M. Stéphane Bédard**

**M. Bédard :** Merci, M. le Président. Alors, M. le président de la République française, M. le Président de l'Assemblée nationale, M. le premier ministre, M. le premier ministre Jean Charest, M. le chef de la deuxième opposition, Mmes et MM. les ministres, secrétaires d'État, députés, distingués invités, chers amis.

C'est évidemment un immense honneur pour nous, parlementaires, et pour tous les Québécoises et Québécois de vous recevoir ici, dans l'enceinte de notre Assemblée nationale, l'une des plus anciennes démocraties parlementaires au monde. Votre présence au Québec, M. le président, témoigne de la relation directe privilégiée et fraternelle qu'entretiennent nos deux nations. Les liens si particuliers qui nous unissent à la France s'expliquent bien sûr par cette langue magnifique et riche que nous partageons, mais cette proximité franco-québécoise, elle se comprend également par une trajectoire historique qui nous fut commune pendant un certain temps, pendant plus de 200 ans. Nous portons depuis une part l'un de l'autre, ces liens si particuliers que nous avons pu en mesurer la solidité et contribuer à les entretenir avec vous ces deux dernières années.

À cet égard, permettez-moi de vous remercier pour le magnifique accueil que vous avez réservé à la première ministre du Québec Pauline Marois, lors de ses visites en sol français en octobre 2012 ainsi qu'en décembre 2013. M. le président, vous avez réaffirmé la position traditionnelle de la France à l'égard du Québec. Vous êtes pour la continuité, aviez-vous dit alors. Nous saluons votre sensibilité à l'égard du Québec; elle est bien réelle.

Nos nations grandissent et font face à des défis toujours plus grands, mais nous sommes bien outillés. À cet égard, je ne peux passer sous silence la magnifique performance de la France, qui a été honorée cette année en recevant non pas un, mais deux prix Nobel : d'abord, le prix Nobel de littérature décerné au romancier Patrick Modiano, il est le quinzième auteur français à recevoir cette distinction; et puis, dans un autre univers non moins important, c'est Jean Tirole, professeur de l'École d'économie de Toulouse, qui s'est vu décerner le prix Nobel d'économie.

Puisque nous sommes dans les honneurs, j'en profite aussi pour rappeler la décision de l'Académie française qui, il n'y a pas encore un an, a fait de Dany Laferrière le premier Québécois à joindre cette prestigieuse institution. M. le président, nous vous savons le protecteur de l'académie, nous sommes heureux et fiers qu'accède ainsi au statut d'immortel un Québécois venu d'Haïti, un Québécois métissé serré, pour utiliser une expression désormais consacrée par un humoriste, Boucar Diouf.

Le Québec et la France savent faire alliance, mener des combats côte à côte et triompher. Notre travail a permis de grandes réalisations. Parlons ici de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'année prochaine, nous célébrerons le 10e anniversaire de cette convention. Nous savons que la bataille pour l'exception culturelle n'est pas terminée puisque perdre des langues, c'est défaire la biodiversité humaine, nous dit notre grand poète Gilles Vigneault.

Il faut relever le défi du numérique pour que la richesse que nous apporte la pluralité culturelle soit préservée. Vous le savez, le français n'occupe que 3 % de l'espace sur le Web, mais demeure quand même une des 10 premières langues utilisées. Nous devons agir ensemble pour valoriser la création et la diffusion de contenu numérique francophone. Il faut trouver les voies pour renforcer la convention et s'assurer que les accords commerciaux en tiennent compte, comme celui d'ailleurs tout récent de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Ensemble, de concert avec les États membres de la francophonie, nous pouvons et nous devons aussi mener la bataille de la promotion du français dans le monde.

À la suite de l'adoption de la Politique intégrée de promotion de la langue française au Sommet de Kinshasa, c'est une responsabilité partagée que nous avons de faire rayonner la langue française sur la scène internationale. La langue de Molière, de Balzac, aussi celle de Miron, de Laferrière et tant d'autres doit se faire entendre fièrement dans tous les forums internationaux. La puissance du français sur l'échiquier linguistique mondial rappelle l'intérêt de faire des affaires en français et de contribuer activement au développement économique du monde.

Selon l'excellent rapport que nous a remis M. Jacques Attali sur la francophonie en tant que moteur de la croissance durable, deux pays partageant des liens linguistiques tendent à échanger environ 65 % plus que s'ils n'en avaient pas. C'est non négligeable. Le potentiel économique de la francophonie est énorme et doit être davantage exploité. Or, selon les projections démographiques, l'avenir de la francophonie se dessinera sur le continent africain. C'est au sud que la croissance des locuteurs français se fera. Il va donc de soi que les pays francophones du sud puissent continuer d'occuper des positions toujours plus influentes au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'Afrique, qui a particulièrement besoin de notre solidarité, est aussi l'espace économique francophone offrant le plus grand potentiel de prospérité. Sur le plan économique, la France et le Québec sont déjà des partenaires d'exception. L'importance des investissements étrangers entre nos deux territoires en témoigne. Et, lorsqu'elle songe au Canada, c'est au Québec que s'installe la très grande majorité des sièges sociaux de filiales françaises.

L'année dernière, les échanges commerciaux de biens entre le Québec et la France se chiffraient, comme le rappelait le chef de la deuxième opposition, à 3,7 milliards, une hausse de près de 4 % par rapport à l'année 2012. Cela fait de la France le troisième partenaire économique du Québec. Il nous faut donc continuer sur cette lancée en créant des conditions encore plus propices à la fructification de ces échanges, à la mobilité des capitaux, des entrepreneurs et des étudiants.

L'accord de libre-échange canado-européen doit aussi être l'occasion d'une croissance marquée dans nos relations économiques. Au Québec, la place occupée par les PME, les petites et moyennes entreprises, est considérable. Notre filet industriel est très diversifié. Ces PME fournissent 87 % des emplois à notre économie et se projettent maintenant sur la scène mondiale avec beaucoup de succès. Cela doit continuer. Ces entrepreneurs ont besoin de se sentir accompagnés à certains moments cruciaux de leur développement.

En France, d'ailleurs, vous appuyez ces entreprises de diverses façons. Il faut souligner le modèle de votre Banque publique d'investissement, lancée en 2013, à votre initiative, qui a comme mission notamment d'accompagner des entreprises tout au long de leur cycle de vie sur le marché national et international. Je souhaite donc que le succès français et ce type d'initiative qui favorise l'amorçage, le développement et l'internationalisation des entreprises puissent se poursuivre et nous inspirer dans les décisions que nous aurons à prendre ici, au Québec.

Sur le chemin de l'avenir, on trouve aussi beaucoup de jeunes chercheurs français et québécois qui ne demandent qu'à utiliser leur savoir au profit de l'innovation et du développement. Il faut rappeler la particularité de la relation France-Québec, qui se définit et se tisse depuis longtemps dans les laboratoires, dans nos universités respectives. C'est la France et le Québec qui diplôment le plus grand nombre de doctorats en cotutelle au monde. Ces doctorants, toujours plus mobiles, encadrés par des maîtres du Québec et de France, sont les maillons de cette société du savoir que nous désirons toujours plus forte, plus prometteuse.

Cette coopération doit aussi soutenir l'esprit d'innovation qui permettra l'éclosion de jeunes entreprises dynamiques créatrices d'emplois et projettera nos économies vers des secteurs de pointe respectueux de notre planète, parce qu'il faut le dire, M. le président, sous votre quinquennat, les questions environnementales occupent une place de choix. Si vous et moi sommes plus que favorables au réchauffement de nos relations France-Québec, il en va autrement, évidemment, du réchauffement climatique.

À la fin de l'année prochaine, Paris sera l'hôte de la 21e conférence des Nations unies sur le climat. C'est un événement important pour la France, pour l'humanité, et vous avez d'ailleurs parlé, à juste titre, d'une responsabilité historique de la France. Votre envoyé spécial pour la protection de la planète, Nicolas Hulot, est d'ailleurs venu au Canada et au Québec récemment pour ouvrir des chemins de discussion. Nous reconnaissons en lui le porteur d'un des dossiers les plus importants de ce siècle. Il faut prendre, aux niveaux national et international, des décisions nécessaires pour lutter par tous les moyens possibles contre le dérèglement climatique.

Le Québec a marqué son désaccord avec le Canada, qui, malheureusement, fut le premier État à se retirer du Protocole de Kyoto. L'Assemblée nationale, cette Assemblée, a voté à l'unanimité afin de réaffirmer son engagement aux efforts entrepris à Kyoto. Les Québécois sont profondément attachés à la protection de leur environnement. Vous l'avez sûrement remarqué, pas plus tard que ce matin, notre grand fleuve, celui-là même qu'emprunta Samuel de Champlain en 1608, est source de fierté et de richesse. Ce fleuve Saint-Laurent, qui traverse le temps, notre histoire, notre territoire, est notre ouverture sur le monde. Il nous rappelle chaque jour l'importance de veiller à la protection de la planète. Nous souhaitons donc une conférence de Paris inspirante.

À cet égard, nous partageons le souhait exprimé par votre gouvernement, à savoir que cette conférence en sera une d'engagement et non pas de laïus. La synthèse du rapport, d'ailleurs, du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié dimanche, nous rappelle l'urgence d'une mobilisation immédiate de tous les décideurs, sans quoi, malheureusement, ces impacts seront irréversibles.

M. le président, dans ce monde en pleine évolution où les défis se complexifient, où les repères changent sans crier gare, dans un monde qui ne cesse de se redéfinir, la pérennité de la relation directe et privilégiée entre la France et le Québec prend toute sa valeur. M. le président, on le sait, une amitié a toujours besoin d'être entretenue. Rien ne doit jamais être tenu pour acquis de part et d'autre. Bien que le passé soit souvent garant de l'avenir, il importe de prendre soin de cette relation si particulière. Votre présence ici aujourd'hui est historique. Elle s'inscrit dans la lignée de ces grands dirigeants français qui, au présent, ont compris l'avenir. Les défis du monde exigent que nous puissions enrichir cette alliance qui a su et saura encore longtemps, j'en suis convaincu, traverser un océan et le temps.

M. le président, et je le dis sincèrement, longue vie à cette belle amitié.

• (10 h 50) •

**Le Président :** Je vous remercie, M. le chef de l'opposition officielle. Je vais inviter maintenant M. le premier ministre à s'adresser à cette Chambre.

### Allocution du premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard

**M. Couillard :** M. le président de la République française, Mmes, MM. les ministres et membres de la délégation française, M. le lieutenant-gouverneur, M. le Président de l'Assemblée nationale, M. le premier ministre Charest, M. le chef de l'opposition officielle, M. le chef du deuxième groupe d'opposition, chers collègues de l'Assemblée nationale, membres du corps diplomatique et consulaire, chers amis.

Le peuple québécois, réuni en son Assemblée nationale, a l'honneur d'accueillir aujourd'hui le président de la République française, M. François Hollande, accompagné d'une importante délégation ministérielle. Il s'agit d'un moment exceptionnel dans la riche histoire d'une relation directe et privilégiée, une relation précieuse, fondée sur une profonde communauté de valeurs et d'intérêts, une relation où, au rapport étatique, se superpose un faisceau de liens, les aspirations mutuelles de larges pans de nos populations et, en particulier, de nos jeunes. Mais cette relation ne saurait être tenue pour acquise. Elle doit s'incarner dans l'action, exprimer nos objectifs de développement et nos priorités communes. Pour cela, elle doit se construire de façon permanente et elle ne pourra se construire qu'autour de défis concrets parmi tous ceux que nous partageons.

Le Québec est confronté aux enjeux auxquels font face la plupart des sociétés de l'Occident. Il doit notamment montrer plus de rigueur dans la gestion de ses finances publiques. Dans le même élan, il doit stimuler la croissance et relancer l'emploi. Je sais que la France cherche aussi cette combinaison équilibrée entre ces deux facteurs indissociables de l'équation que nous devons résoudre. Redressement et relance sont les deux moteurs de notre ambition, celle de faire en sorte que la prochaine génération soit aussi libre d'agir que la nôtre l'a été. Il appartient à l'État de libérer les énergies, de créer un terrain qui favorise l'investissement, d'entretenir nos écosystème où les entrepreneurs, créateurs, scientifiques, gens de métiers puissent exprimer tous leurs talents. Voilà, en effet, le plus grand atout de nos sociétés, encore plus que nos ressources naturelles et les avantages de notre géographie : le talent des gens de chez nous, sur lequel nous devons prendre appui pour relever nos défis communs, tracer ensemble les pistes qui mènent vers un meilleur avenir. Le lien qui nous unit, direct et privilégié, a démontré ce qu'il faut de souplesse, ce qu'il faut de polyvalence, ce qu'il faut de force d'innovation pour s'adapter et répondre aux défis de l'heure. Ces institutions sont rodées, mettons-les encore à contribution.

Le premier de nos défis communs, c'est celui de la prospérité, une prospérité durable à développer maintenant pour toutes et tous et pour les générations qui nous suivront. Et nous savons que, sur un tel horizon, notre développement et notre prospérité passent par l'éducation. Ils passent par la recherche et par l'innovation. Ils passent aussi par une culture et des attitudes qui valorisent l'entrepreneuriat et l'initiative. La création du savoir et des idées neuves, de celles qui font les percées, de celles qui recomposent nos perceptions est fondée sur l'échange. La circulation des connaissances, le croisement des expertises et la mobilité aident et stimulent la création. Il nous faut, en somme, un partenariat renouvelé en sciences, en recherche et en enseignement supérieur. Nous contribuerons ainsi de surcroît au statut du français comme langue de recherche, de science et d'enseignement.

Je sais par ailleurs la France résolue tout comme nous à accroître et à diversifier nos échanges commerciaux. Nous devons, dans ce but, susciter des maillages et des investissements croisés dans les industries de l'avenir : aérospatiale, industrie numérique, énergie, mobilité électrique, développement durable et technologies vertes. Cet espace que nous cultivons depuis plus de 50 ans a produit un environnement et des réseaux propices aux affaires. Déjà, nos échanges représentent plus de 40 % du commerce de biens entre la France et le Canada et se distinguent par un niveau technique élevé, par l'innovation, la compétitivité et l'excellence, mais il nous faut aller plus loin. La considérable délégation d'affaires qui vous accompagne, M. le président, illustre le potentiel de croissance que recèlent nos relations économiques. Les jeunes entrepreneurs particulièrement seront appelés à jouer un rôle majeur à cet égard et à prendre la relève des leaders d'aujourd'hui qui ont forgé cette relation exemplaire.

L'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne est de nature à offrir à nos entreprises françaises et québécoises des perspectives, des occasions, des rendez-vous, des créneaux tout en conservant une vigilance de tous les instants sur la question de la diversité des expressions culturelles. Nous y voyons aussi l'occasion de tirer parti de notre histoire et de notre géographie centrées sur le fleuve Saint-Laurent et la nordicité.

Je souhaite que la France et le Québec établissent une coopération dans certains des domaines que couvrira notre nouvelle stratégie maritime. Celle-ci vise à développer de façon durable l'immense territoire maritime du Québec. Elle consiste notamment à accroître l'importance du Québec dans son rôle de plaque tournante logistique de la manutention des marchandises en Amérique du Nord. Nous pourrions ainsi mieux exploiter les débouchés qu'offrira l'accord de libre-échange et profiter de la forte croissance prévue du transport maritime. C'est dans ce contexte que nous vous proposons, M. le président, la mise sur pied d'un projet commun, soit une coopération franco-québécoise pour la recherche maritime dans toutes les disciplines qui y sont liées, de l'océanographie à la biologie marine. Il s'agit d'un domaine dans lequel la France a acquis un niveau d'excellence reconnu partout et auquel nos institutions de haut savoir ont aussi contribué de façon notable. Nos ancêtres communs sont venus par le Saint-Laurent, établissant sur ses berges une société francophone qui vous accueille aujourd'hui. Après y avoir établi l'agriculture, le commerce, aujourd'hui, l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, voilà une belle occasion de mieux connaître, de mieux comprendre ensemble «le chemin qui marche», comme le disaient les Premières Nations.

Le Plan Nord est une autre facette de notre dialogue, un projet pensé comme un tout, une référence de développement nordique socialement responsable et durable, auquel la France a manifesté un grand intérêt à s'associer, et ce, dans toutes ses dimensions, un projet qui inclura les peuples autochtones, leur désir de participer, tout en préservant leur culture unique.

J'ai la conviction que le Québec et la France pourraient renouveler l'initiative commune décidée par les gouvernements en octobre 2011 pour établir un nouveau programme de travail sur ce grand projet d'avenir. Déjà, il existe une coopération scientifique sur l'Arctique entre le Centre national de la recherche scientifique et l'Université Laval. Je viens d'ailleurs d'assister, ce matin, en votre compagnie, M. le président, à une présentation de l'Unité mixte internationale Takuvik. Il est évident que la recherche forme une dimension essentielle à l'acquisition des connaissances sur ce vaste territoire, et c'est sur ce modèle que nous pourrions bâtir notre collaboration scientifique dans le domaine maritime également.

La main-d'oeuvre, le savoir-faire, la compétence et le talent sont aujourd'hui la principale richesse des nations. C'est tout l'intérêt de l'entente Québec-France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, qui vise un bassin commun de ressources humaines. Par ailleurs, nos diplomates ont exercé une action décisive dans la conception et la mise en oeuvre d'un instrument qui a pour vocation de rééquilibrer les obligations liées aux accords de commerce. Il consacre en outre le droit des États de se doter de politiques culturelles qui leur sont propres. En effet, l'adoption de la convention de 2005 sur la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles témoigne avec éloquence de ce que nous pouvons accomplir lorsque nous conjuguons nos efforts et nos réseaux d'influence au service d'une cause commune, une cause qui nous est d'autant plus chère qu'elle touche à l'identité de nos peuples.

L'effervescence créatrice de la sphère culturelle franco-québécoise embrasse toutes les disciplines, du multimédia à la littérature, des arts visuels à la chanson, au cinéma ou encore aux arts de la scène. Le développement d'un contenu francophone dans l'univers numérique est aussi un nouvel enjeu majeur. Au moment où la place toujours grandissante qu'occupe le numérique dans la sphère culturelle transforme la création, la production, la diffusion des oeuvres, toutes disciplines confondues, le Québec et la France doivent chercher ensemble de nouvelles voies de développement en ces matières.

S'il est un levier à la puissance insoupçonnée et dont on est loin d'avoir fait le plein des possibilités, c'est cette grande institution qu'est la francophonie. La francophonie peut mettre à contribution un immense potentiel de mobilisation, de concertation et d'influence pour intervenir de façon déterminante sur une scène mondiale qui profitera de l'action concertée de cet acteur d'envergure. De cette francophonie, nous attendons qu'elle engage son dynamisme, la jeunesse de ses populations et ses multiples réseaux de solidarité pour faire face aux crises importantes d'aujourd'hui et de demain.

• (11 heures) •

Nous préparons la 15e conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, à Dakar, sur le thème *Femmes et Jeunes en Francophonie: vecteurs de paix, acteurs de développement*. Il s'agit d'une convergence unique alors que doivent être décidées la succession du secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, les orientations du cadre stratégique et l'adoption d'une stratégie économique.

Par ailleurs, à la très attendue Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, à Paris, en 2015, l'objectif cardinal sera l'adoption d'un nouveau régime climatique. Ce régime sera applicable à toutes les parties et devra succéder au Protocole de Kyoto entré en vigueur en 2005. Lors de cette conférence, le Québec souhaite faire valoir l'importance de fixer un prix pour le carbone. À la lumière de son entente avec la Californie portant sur les systèmes de plafonnement et d'échange des émissions de dioxyde de carbone, il importe d'illustrer ainsi la forte contribution de nos États à un effort planétaire indispensable, un effort qui prend un caractère encore plus urgent à la lumière du récent rapport du groupe d'experts sur le climat.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon l'a bien dit, il ne peut y avoir de plan B, car il n'y a pas de planète B. Nous avons vu, ce matin, les conséquences visibles du changement climatique sur l'écosystème arctique. Il faut clairement agir de façon concertée. Il importe pour nous de favoriser l'échange d'expertises et de bonnes pratiques en matière de développement des marchés du carbone en vue de leur éventuelle liaison. Nous avons inscrit les enjeux climatiques à l'ordre du jour des forums intergouvernementaux canadiens, et j'ai invité mes homologues à un sommet sur le sujet au mois d'avril 2015.

Au sommet des Nations unies sur le climat, en septembre dernier, le Québec a appuyé la création d'une initiative qui vise à consigner les différentes cibles de réduction des gaz à effet de serre des gouvernements infraétatiques et à en présenter le suivi. Le Québec entend promouvoir cette initiative auprès de ses différents partenaires et favoriser une contribution plus soutenue des États fédérés, des régions et des autorités locales dans la mise en oeuvre du futur accord de Paris de 2015.

Au-delà de certains seuils, estime-t-on, le climat peut se dégrader très rapidement. J'appliquerais la même métaphore à l'émergence d'une volonté politique claire. Nous assistons à une intense diplomatie climatique. Le processus politique est complexe, mais je suis persuadé qu'une fois franchi un seuil sur le plan des consensus et de la conscience collective tout peut et tout devra aller très vite, plus vite. Les régions, les États fédérés, les grandes villes peuvent être des catalyseurs, des accélérateurs et tracer la voie à suivre. Il faut le redire, la lutte contre les changements climatiques et le développement économique peuvent et doivent coexister, un développement pour ce siècle, une économie nouvelle, différente, mais tout aussi créatrice de croissance et d'emplois.

M. le président de la République, le Québec a indéniablement, et sur de nombreux fronts, une forte connivence avec la France qui facilite la mise en oeuvre d'initiatives communes. L'ambition de nos projets, leur diversité, les retombées concrètes qui en sont attendues mettent en relief le caractère très actuel de cette relation, une relation fraternelle, une relation d'exception et plus que jamais directe et privilégiée. Je vous remercie.

**Le Président :** Merci, M. le premier ministre. J'inviterais maintenant M. le président de la République française à venir s'adresser à l'Assemblée nationale du Québec. M. le président.

### Allocution du président de la République française, M. François Hollande

**M. Hollande (François) :** M. le Président de l'Assemblée nationale, M. le premier ministre, M. le premier ministre Charest, Mmes et MM. les ministres, M. le chef de l'opposition officielle, M. le chef du deuxième groupe d'opposition, Mmes, MM. les députés, mesdames messieurs.

C'est un honneur mais aussi un bonheur que de pouvoir m'adresser ici, devant vous, à l'Assemblée nationale du Québec, et, au-delà de vous, de m'exprimer avec les mots qui sont les miens pour que les Québécois eux-mêmes puissent entendre la voix de la France. Je le fais avec un sentiment d'émotion et de gravité parce que je mesure ce qu'ont été les événements tragiques qui ont frappé le Canada et le Québec, à Saint-Jean-sur-Richelieu, le 20 octobre, puis à Ottawa, le 22. Mes pensées vont aux familles, bien sûr aussi aux forces de l'ordre canadiennes et québécoises.

Je sais ce que c'est que le terrorisme. La France a connu de telles épreuves, à la fois à l'extérieur de ses frontières lorsque des ressortissants sont enlevés, assassinés après avoir été pris en otages, ou ce qu'est le terrorisme à l'intérieur même du pays, lorsqu'il y a des actes odieux qui sont commis, y compris par des ressortissants français contre d'autres ressortissants français. Face au terrorisme, nous devons affirmer une constante fermeté et en même temps un invincible attachement à la démocratie, à la liberté, à la dignité humaine.

Mesdames et messieurs, la relation entre la France et le Québec, nous cherchons les mots pour la qualifier. Je choisirai le plus simple des mots : cette relation, elle est unique. Nous l'avons forgée tout au long de l'histoire. Un peu plus de 400 ans nous séparent de la fondation de votre capitale sur ce site extraordinaire du cap Diamant par Samuel de Champlain. Il y a plus de 250 ans était signé le traité de Paris, et l'original fut exposé ici même, au Musée de la civilisation, le mois dernier. Et je sais que beaucoup de Québécois sont venus pour, si je puis dire, le rencontrer avant qu'il ne reparte.

L'histoire, c'est aussi le courage des Québécois qui ont traversé l'océan à deux reprises, au siècle dernier, pour libérer l'Europe du joug nazi. Je veux saluer les soldats du régiment du Royal 22e lors du premier conflit mondial, ceux du Régiment de la Chaudière lors du débarquement en Normandie. La France sait ce qu'elle leur doit. Elle ne l'oubliera jamais. Et c'est pourquoi, au-delà de tout et, justement, par l'histoire, vous êtes et vous serez toujours nos frères.

Le passé éclaire l'avenir, mais à une condition : que l'on soit capables de l'expliquer, de le transmettre aux nouvelles générations, de dire ce qu'est la mémoire que nous partageons, de rappeler ce que sont des lieux comme des visages, ce que sont les origines communes des familles. Notre amitié, elle n'est pas fondée sur une nostalgie, avec des regrets sur ce qui aurait pu se passer il y a 400 ans. Non, notre amitié, elle se nourrit d'une langue, d'une langue commune qui porte des valeurs, d'une culture qui fait notre fierté et d'une même volonté de progrès. Ce que nous partageons aussi, c'est un esprit de conquête. La France et la Nouvelle-France sont intimement mêlées.

Il y a 50 ans étaient définis les instruments de la coopération entre la France et le Québec, c'était l'entente sur un programme d'échange dans le domaine de l'éducation et puis aussi l'entente sur la coopération culturelle. Aujourd'hui, il y a 124 accords entre la France et le Québec. C'est dire si nous sommes allés loin, pouvant maintenant toucher et appréhender l'ensemble des domaines d'intérêt commun : l'économie, la science, l'éducation, le droit. Mais, si nous voulons garder une constante entre tous ces domaines, c'est celle de la mobilité, c'est celle de l'échange, c'est celle des mélanges d'expériences de jeunes, de professionnels qui enrichissent le Québec et la France.

• (11 h 10) •

Au plan politique, depuis 1977, se succèdent ce qu'on appelle les rencontres alternées au niveau des premiers ministres. Elles ne se sont jamais interrompues, et pourtant, à ma connaissance, il y a eu des alternances et au Québec et en France. Et finalement, quels que fussent les partis qui ont pu à un moment diriger et quelle qu'ait été leur position, jamais ils n'ont remis en cause cette procédure et ces institutions. Et c'est dans ce cadre-là que nous accueillerons à Paris, l'an prochain, le premier ministre Philippe Couillard. Et nous avons aussi eu à envoyer Jean-Marc Ayrault, c'était l'année dernière, Québec et Montréal, pour qu'il puisse s'inscrire dans cette tradition.

Mais, si je suis là aujourd'hui, au-delà de l'amitié, au-delà de l'histoire, au-delà des échanges, c'est pour donner une nouvelle impulsion à notre relation et, donc, de moderniser l'édifice de la coopération franco-québécoise parce que le monde a changé, parce que nos sociétés font face à des défis. Nous les connaissons : la croissance durable, le développement des technologies, la diversité culturelle, la transition énergétique, la préservation de la planète. Nous ne pouvons plus, donc, faire comme si les liens que nous avons tissés, les institutions que nous avons fondées puissent continuer à être alors même que le monde change à cette vitesse. Donc, la France et le Québec doivent relever les enjeux qui sont aujourd'hui en face de nous.

L'accord économique et commercial global conclut entre le Canada et l'Union européenne offrira un nouveau cadre à nos échanges économiques. La France a rappelé qu'elle était favorable non seulement à la signature, mais à la ratification rapide de cet accord de manière à ce qu'il puisse entrer en vigueur également dans un délai court. Vous m'avez dit, M. le premier ministre, que vous êtes ouvert aux échanges, que vous croyez à la force du commerce extérieur. J'y suis d'autant plus sensible que le commerce extérieur entre la France et le Québec est équilibré, je n'ose pas dire excédentaire, donc... — pour la France — donc, nous avons tout intérêt à ce qu'il puisse se développer encore.

150 entreprises québécoises sont implantées en France. Je souhaite qu'il y en ait d'autres. Les entreprises québécoises implantées en France ont eu de merveilleuses réussites et continuent à nourrir des projets. Elles sont donc les meilleurs témoins de ce que l'on peut faire en France, et pas simplement parce qu'on parle la même langue.

À l'inverse, la présence française au Québec s'est renforcée, ces dernières années, et la France est le premier investisseur étranger au Québec. Vous allez me dire : Les Français ne sont pas des étrangers au Québec. Nous ne devrions même pas figurer dans ce classement, même à la première place. Mais j'encourage aussi les entreprises françaises — et elles m'ont accompagné — à venir investir ici parce qu'il y a, là encore, de nouvelles frontières technologiques, économiques, industrielles que nous devons repousser.

Vous avez deux grands objectifs. Tout pays, toute nation, toute entité, toute région doit toujours avoir une vision de ce qu'est son destin. Vous, c'est le Plan Nord et la stratégie maritime du Québec. La France, si vous l'acceptez, sera partie prenante de vos aventures pour le Plan Nord, de l'exploitation, dans le souci du respect de la planète, de ces immenses richesses, avec aussi conscience qu'habitent là des hommes et des femmes qui veulent également être acteurs de leur propre développement.

Vous m'avez également alerté sur la stratégie maritime que vous voulez engager pour le Québec. La France dispose du deuxième espace maritime au monde. C'est aussi un legs de l'histoire, présence sur l'ensemble des continents. C'est une chance considérable et une responsabilité. La responsabilité, c'est de faire en sorte que cette mer puisse être également préservée des dégradations. Et, en même temps, cette chance, c'est de pouvoir utiliser la mer comme une ressource, une ressource essentielle pour les richesses qu'elle contient, les minerais, également l'énergie qu'elle peut développer par ses propres marées et sans qu'il en coûte quoi que ce soit. Donc, nous devons nous associer, nous lier l'un à l'autre pour que la stratégie maritime du Québec corresponde également à la volonté d'un développement maritime de la France. Et, rien que pour cette raison-là, nous devons mettre en commun autant qu'il sera possible nos instituts de recherche et nos entreprises les plus performantes en matière de stratégie maritime.

Montréal, où je serai tout à l'heure, est la ville la plus française des Amériques. 100 000 de mes compatriotes y résident, et ils sont chaque année plus nombreux, et j'en suis heureux. Je dis souvent : Il y a des esprits chagrins en France — vous n'êtes pas exposés à ce type de vicissitude, vous, ici, au Québec — qui pensent que c'est un malheur quand un Français va s'installer au Québec, à Montréal pour étudier, pour chercher, pour investir, pour entreprendre. Je considère que c'est une chance. C'est une chance parce que nous savons bien que les créations d'emplois qui se feront ici, au Québec, seront accompagnées de créations d'emplois en France. C'est une chance parce que ces personnes reviendront et pourront également contribuer à la croissance de mon propre pays. Alors, ces compatriotes que je rencontrerai également tout à l'heure apportent à notre relation une expérience, une familiarité, une confiance qui doivent être mises au service de la réalisation de projets toujours plus innovants.

L'enjeu, je l'ai rappelé, c'est la mobilité, mobilité entre la France et le Québec. Nous devons donc la faciliter, cette mobilité. Déjà, nous y avons travaillé en matière de sécurité sociale par les ententes que nous avons conclues, par les reconnaissances mutuelles de qualification, et ce n'était jamais facile. Aujourd'hui, ça concerne 42 métiers, 25 professions réglementées, ce qui veut dire que le travail que nous avons mené, le partenariat que nous avons noué donnent à la France et au Québec un temps d'avance sur le dispositif qui sera mis en place dans quelques années entre le Canada et les états membres de l'Union européenne. C'est un bel exemple.

Nous devons toujours être en avant-garde. Ce qui doit faire la relation entre la France et le Québec, c'est d'être en avance. Ce n'est pas de regarder l'histoire, elle nous oblige, c'est de faire que nous soyons en avance par rapport à l'avenir. Et comment l'être sinon en étant attentifs à l'égard de la jeunesse? La jeunesse, elle est au coeur de la relation entre la France et le Québec. C'est pour la jeunesse qu'il y a des années les plus anciens se sont engagés au nom de leurs responsabilités. Je veux saluer à cet égard le travail qui a été mené par l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Depuis sa création, il a fourni un accompagnement souvent professionnel à plus de 170 000 jeunes Français et Québécois.

Un jeune cinéaste québécois, Xavier Dolan, qui a connu un succès fulgurant, qui nous interroge sur la précoçité en matière artistique, capable, à 25 ans, de recevoir le grand Prix du jury du Festival de Cannes en mai dernier... Et encore, certains ont considéré que c'était une injustice, il aurait dû avoir la Palme d'or. Mais, à 25 ans, on peut attendre. Mais lui-même nous a adressé, si je puis dire, un avertissement et un encouragement : Tout est possible à qui rêve, ose, travaille et n'abandonne jamais. Je pense que cet encouragement vaut pour de multiples causes et est assez universel.

Je souhaite donc encourager toutes les initiatives qui permettront de rapprocher nos deux sociétés, qu'il s'agisse d'engagement social, civique, de création artistique, d'innovation et d'entrepreneuriat. Il est possible, vous l'avez rappelé, de faire des sociétés aux capitaux desquels il y a des Français et des Québécois, et même pour de grands voyages. Je veux donc que nous puissions développer encore notre coopération universitaire et scientifique.

• (11 h 20) •

Je rappelle qu'il y a 4 500 thèses qui ont été présentées dans le cadre de la cotutelle franco-québécoise. Il y a trois unités mixtes qui ont été créées, à la pointe de la recherche internationale. Et nous venons, M. le premier ministre, d'en visiter une formidable, sur le programme pour l'Arctique, avec à la fois un cri, une alerte : Attention à ce qui se produit avec le réchauffement climatique! et qui exige que nous puissions, après le constat du GIEC, être à la hauteur de nos responsabilités, et, en même temps, qui est aussi un formidable moyen d'y faire face grâce aux talents de nos chercheurs.

Je souhaite aussi que les accords qui ont été passés entre les universités en France et au Québec puissent demeurer et puissent même être multipliés. C'est un sujet dont j'ai longuement parlé au premier ministre. Je sais combien les difficultés budgétaires, ici comme ailleurs, obligent à faire des choix. Faut-il qu'ils soient bons, c'est toute la difficulté de l'entreprise dans laquelle nous sommes engagés. Nous sommes amenés à réduire un certain nombre de nos dépenses, à en préserver d'autres et, en même temps, nous devons veiller à ce que ce soit toujours l'avenir qui soit préservé. Mais vous n'entendez pas de ma part la moindre critique sur l'enjeu du sérieux budgétaire; nous y faisons face, et pas parce qu'une autorité nous le demanderait, tout simplement parce que c'est notre responsabilité.

Donc, nous avons pu avancer sur des principes qui nous permettront de garder cette spécificité qui permet à des étudiants français de venir ici, au Québec, comme, d'ailleurs, à des étudiants québécois de pouvoir venir en France, dans les universités et dans les grandes écoles. La spécificité n'est pas un privilège. La spécificité, c'est la reconnaissance de notre amitié.

Nous avons, Québec et France, une haute idée de la culture, et c'est vrai qu'elle est d'autant plus belle, la culture, quand elle s'exprime en français. Vos talents, donc, sont nos fiertés. Soit dans le cinéma, la chanson, le théâtre, l'art contemporain, la peinture, vous avez de grands artistes, et, chaque fois qu'ils connaissent le succès, nous en prenons notre

part. Nous considérons que tout ce qui se parle, s'écrit, se chante en français est aussi une reconnaissance pour la France, même si la langue française n'appartient pas à la France. La langue française, c'est un don que nous avons fait à l'humanité. C'est un acte de diversité, de pluralité, de liberté que nous avons posé il y a maintenant des siècles. Et c'est vrai que c'est, pour moi, un bonheur, comme protecteur de l'Académie française, d'accueillir Dany Laferrière dans ce lieu si chargé de symboles.

Je souhaite saluer aussi les efforts que le Québec fait pour accueillir des artistes français. Le programme Frimas, lancé par le Consulat général de France à Québec, a contribué à faire venir 400 créateurs français au Québec. Et je vous remercie de leur faire, là aussi, non seulement le meilleur accueil, mais le plus grand succès. Vous-mêmes, avec la Société des arts technologiques, vous avez créé un centre de renommée internationale consacré aux arts numériques. Le numérique va devenir un grand enjeu, et nous devons veiller à ce que la diversité culturelle soit enrichie par le numérique et en aucune façon entravée par le numérique ou niée par le numérique.

Cette diversité culturelle, à laquelle vous êtes attachés autant que nous, nous devons en faire un élément majeur de la francophonie. En novembre prochain, là, ce mois-ci, nous allons nous retrouver au Sommet de la Francophonie, à Dakar. Là aussi, il nous faudra faire des choix. La francophonie doit s'ouvrir à de nouvelles dimensions.

D'abord, l'économie. Vous l'avez évoqué, l'économie doit être pleinement constitutive de la francophonie. Le français est un atout pour la culture, mais aussi pour l'échange, pour le développement, pour la croissance. Vous avez également évoqué l'Afrique. L'Afrique est l'avenir de la francophonie, à condition aussi que nous lui apportions, à cette Afrique, non pas simplement notre solidarité, elle en a besoin avec ce qui se produit notamment à cause de l'épidémie Ebola, elle en a besoin lorsqu'elle est victime de terrorisme, mais que nous puissions apporter à l'Afrique aussi, à travers les français, le soutien de nos universités, le soutien de nos chercheurs et également la présence de nos entreprises.

La seconde dimension de la francophonie, c'est la jeunesse. Ce que nous avons été capables, nous, France-Québec, d'inventer à travers cet office, nous devons en faire finalement un modèle pour la francophonie, une référence, d'autant que la francophonie correspond à la vitalité de pays qui connaissent une croissance démographique.

Enfin, la dernière dimension, c'est la lutte pour préserver notre planète. La francophonie doit être, là aussi, d'avant-garde pour la lutte contre le réchauffement climatique. Et la personne qui sera désignée comme secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, celle que nous désignerons à la fin de ce mois doit porter avec force ces valeurs et ces combats.

Le Québec et la France, je le disais, doivent faire face aussi à l'enjeu numérique, et nous nous y sommes préparés, puisqu'ici vous avez inventé un système de cours en ligne ouvert et massif qui peut servir de référence. Et la ministre de l'Éducation, en France, a également, à travers France Université Numérique, contribué à enrichir ce programme et à fédérer les initiatives. Un étudiant sur huit inscrit à cette plateforme est de l'Afrique francophone. C'est dire si nous pouvons, à travers ces instruments, promouvoir en Afrique les enseignements fondamentaux de nos universités.

Notre planète est également menacée, vous l'avez parfaitement dit, M. le premier ministre, par le réchauffement climatique. J'ai entendu vos engagements, et l'appui du Québec sera important tout au long des prochains mois, y compris dans le débat au sein de la fédération du Canada, mais également dans l'ensemble de ce que les régions et les agglomérations, les collectivités locales peuvent faire en matière de climat. Ici, vous avez été, là encore, en avant-garde. Le Québec a noué, avec l'État de Californie, une bourse carbone et vous avez rappelé combien le prix du carbone était un facteur, un paramètre tout à fait déterminant pour pouvoir avancer sur la question du climat. Je sais aussi que vous voulez nouer avec d'autres provinces, d'autres territoires des alliances pour faire valoir les positions que vous avez pu déjà prendre et sur les innovations que vous voulez engager. Ce sera un renfort puissant pour le succès de cette conférence de Paris.

Nous n'avons pas le droit d'échouer à Paris — parce que c'est à Paris, d'abord — parce que nous nous y sommes engagés. Mais ça ne suffirait pas. Nous ne voulons pas un succès d'estime, nous ne voulons pas simplement que ce soit la diplomatie française qui puisse être là consacrée, même si nous avons de fort bons diplomates en France. Mais ce que nous voulons, c'est que le monde lui-même puisse prendre conscience qu'il est menacé et que les responsables d'aujourd'hui auront des comptes à rendre s'ils n'ont pas pris les bonnes décisions au bon moment.

Vous savez, il y a des débats toujours sur la science. Il y en a toujours qui mettent en cause un certain nombre d'évidences, de recherches, de travaux. Il y a deux réalités incontournables que l'on sait inévitables. La première réalité, elle est démographique. On sait aujourd'hui ce que sera la population de demain, en fonction des taux de natalité. Et puis la deuxième réalité, c'est celle du climat. Ce que disent les experts du GIEC, c'est que, si rien n'est fait, c'est une élévation de la température de 3 °C en un siècle, ce que jamais notre planète n'a pu connaître, et avec des conséquences que l'on peut déjà évaluer, qui ne sont pas simplement des désastres, des catastrophes, qui seraient l'impossibilité même pour des territoires de demeurer ce qu'ils sont.

• (11 h 30) •

Les cris les plus angoissants que j'ai entendus lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies que Ban Ki-Moon avait provoquée sur le climat, ce sont un certain nombre de dirigeants de ce qu'on appelle les petites îles, qui nous disent que, dans deux siècles, trois siècles, ce qu'ils sont ne sera plus. Pas simplement des écosystèmes qui disparaîtraient; des territoires, des populations, provoquant ainsi des migrations et la fin de la biodiversité. Voilà l'enjeu et voilà combien il est à ce point important que nous nous mobilisions, et je veux ici saluer les efforts du Québec.

M. le premier ministre, M. le Président, Mmes, MM. les parlementaires, je veux conclure par des mots simples, des mots qui viennent du cœur. Je vais vous dire tout simplement ce que je pense de vous. Je vous suis d'abord reconnaissant pour ce que vous avez été capables de bâtir ici, en Amérique du Nord, parce que vous êtes un peuple fier, courageux, ardent. Vous avez fait du Québec un territoire qui a confiance dans son avenir et qui est fier de son passé. Vous êtes ce qu'on appelle des résistants. Mais les résistants ne veulent pas garder, préserver. Les résistants, les vrais, ils veulent conquérir, et c'est ce que vous avez fait pendant tous ces siècles, génération après génération. Et c'est pourquoi vous êtes

en pointe sur le plan technologies, c'est pourquoi vous avez inventé des solutions nouvelles, vous avez regardé de nouvelles politiques pour améliorer le bien-être de la population québécoise et puis vous avez regardé vers le nord pour votre développement.

Vous êtes également conscients qu'il n'y a pas de civilisation s'il n'y a pas de culture, que la langue n'est pas simplement un patrimoine qu'il faudrait conserver, mais un capital qu'il convient à chaque fois d'enrichir, un capital qu'il convient de partager, un capital qui crée de la richesse, la plus belle des richesses : la communication et la culture.

Le Québec, c'est une chance pour la France parce que vous faites vibrer les mots de notre langue, parce que vous faites rayonner la francophonie, parce que vous êtes dans une démarche d'harmonie et d'apaisement. Dans cette grande Amérique, vous mettez de l'équilibre, vous mettez de la justice, vous mettez de l'humanité.

La Nouvelle-France est une belle France, et je veux donc vous exprimer ma gratitude. Ma gratitude, c'est parce que vous donnez à la France ce qu'il y a de plus beau à recevoir pour un pays, ce qu'il y a de plus glorieux pour une nation, être aimé. Vous nous aimez. Merci d'aimer la France, elle vous aime en retour.

(Applaudissements)

#### **Signature du livre d'or de l'Assemblée nationale**

**Le Président :** Merci beaucoup, M. le président de la République. J'ai l'honneur maintenant d'inviter M. le président de la République française à s'avancer pour la signature du livre d'or et la remise de la Médaille du Président de l'Assemblée nationale. J'inviterais en même temps M. le premier ministre, M. le chef de l'opposition officielle, M. le chef du deuxième groupe d'opposition à venir me rejoindre ici.

#### **Remise de la Médaille du Président de l'Assemblée nationale**

Alors, M. François Hollande, président de la République française, en présence de tous les parlementaires et en mon nom personnel, j'ai le plaisir de vous remettre la Médaille du Président, plus haute distinction remise par l'Assemblée nationale du Québec.

**Le Vice-Président (M. Ouimet) :** Alors, Mmes et MM. les députés, veuillez vous lever et demeurer à vos places pendant la sortie du cortège.

Alors, je vous remercie. Et voilà qui met un terme à cette cérémonie protocolaire de la visite du président de la République française. Merci, et à plus tard.

(Fin à 11 h 38)